

Quand des structures de la CGT du département découvrent dans la presse différents articles parlant d'abus sexuels dans un établissement de la Protection de l'Enfance, elle ne peut qu'être choquée et partager l'indignation générale.

C'est pourquoi, ces structures, adressent par ce communiqué de presse, leur soutien aux victimes et à leurs familles.

Nul ne peut savoir avec certitude si ce drame aurait pu être évité. Pour autant, il paraît nécessaire de se pencher sur les circonstances désastreuses dans lesquelles se sont déroulés les faits.

Depuis des mois, voir des années, les professionnels de l'Association de Valloires, représentés et soutenus par la CGT VALLOIRES, ne cessent d'alerter leur institution et les pouvoirs publics, sur les moyens humains insuffisants qui leurs sont alloués pour l'accompagnement des jeunes au quotidien.

Les situations des mineurs qui leur sont confiés sont de plus en plus difficiles et complexes. Certes, des moyens supplémentaires ont été dégagés ces dernières années, mais ils ne servent qu'à répondre à des obligations administratives au détriment de la bientraitance des publics accueillis.

Cette situation se retrouve malheureusement dans bon nombre d'établissements et services sociaux et médico-sociaux du département. Il ne s'agit là que le reflet des conséquences d'une politique et d'une gestion sourde aux réalités du terrain.

La politique d'austérité menée par les gouvernements successifs depuis des années détruit peu à peu le système de protection de l'enfance, il le déshumanise et engendre une insécurité pour les usagers, un esclavagisme pour les personnels et un mépris pour les familles. Les baisses dans les budgets des collectivités sont suivies par des coupes décidées dans des secteurs essentiels, comme celui de la protection de l'enfance.

Il est plus qu'urgent et indispensable de dégager les moyens nécessaires pour une meilleure prise en compte des besoins humains et une prise en charge optimale de ces secteurs. Le département de la Somme, en tant que mandataire de l'État, se doit de répondre aux besoins des populations, et donc des enfants pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance.

La CGT reste attentive, mobilisée et solidaire des salariés de Valloires et des autres établissements de la Somme. Nous réclamons de réels moyens financiers et humains pour les structures venant en aide aux mineurs.

*L'Union départementale CGT de la Somme, l'Union Locale CGT d'Abbeville, l'Union Syndicale Départementale de la santé et de l'action sociale, le Syndicat CGT de l'abbaye de Valloires.*